

### Actions

Devises locales, cours seulement, variation en %

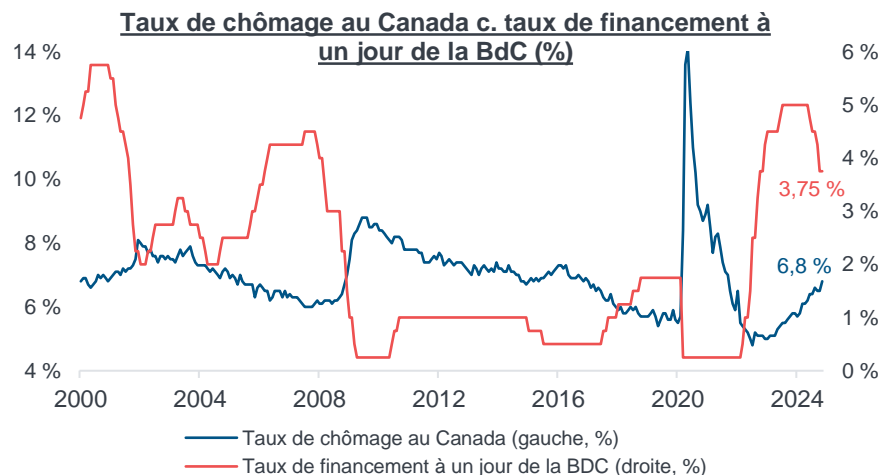
	06-12-2024	Semaine	CT	DDA	1 an
<b>Composé S&amp;PTSX</b>	25 692	0,2 %	7,0 %	22,6 %	26,7 %
<b>S&amp;P/TSX des titres à petite cap.</b>	837	-0,9 %	2,9 %	19,2 %	23,8 %
<b>S&amp;P 500</b>	6 090	1,0 %	5,7 %	27,7 %	33,9 %
<b>NASDAQ</b>	19 860	3,3 %	9,2 %	32,3 %	40,4 %
<b>Russell 2000</b>	2 409	-1,1 %	8,0 %	18,8 %	30,1 %
<b>FTSE 100 du R.-U.</b>	8 309	0,3 %	0,9 %	7,4 %	10,6 %
<b>Euro Stoxx 50</b>	4 978	3,6 %	-0,5 %	10,1 %	11,0 %
<b>Nikkei 225</b>	39 091	2,3 %	3,1 %	16,8 %	16,9 %
<b>MSCI Chine (USD)</b>	64	2,6 %	-7,8 %	16,3 %	17,7 %
<b>MSCI ME (USD)</b>	1 105	2,5 %	-5,6 %	7,9 %	13,3 %

### Titres à revenu fixe

Rendement total, variation en %

	06-12-2024	Semaine	CT	DDA	1 an
<b>Obligataire universel FTSE Canada</b>	1 184	0,6 %	1,2 %	5,6 %	7,2 %
<b>Obligataire de sociétés FTSE Canada</b>	1 450	0,6 %	1,7 %	7,7 %	9,5 %
<b>Bloomberg Canada High Yield</b>	192	0,4 %	1,8 %	9,0 %	11,4 %

### Graphique de la semaine : Recul vers le point neutre



### Taux d'intérêt — Canada

Variation (points de base)

	06-12-2024	Semaine	CT	DDA	1 an
<b>Bon Trésor 3 mois</b>	3,22	-17	-74	-182	-171
<b>Oblig. du Can. à 2 ans</b>	2,89	-15	-2	-100	-117
<b>Oblig. du Can. à 10 ans</b>	2,98	-11	2	-13	-30
<b>Oblig. du Can. à 30 ans</b>	3,11	-3	-3	7	1

### Produits de base, devises

En \$ US, variation en %

	06-12-2024	Semaine	CT	DDA	1 an
<b>\$ CA</b>	0,706	-1,1 %	-4,5 %	-6,4 %	-4,0 %
<b>Indice dollar amér.</b>	106,06	0,3 %	5,2 %	4,7 %	1,8 %
<b>Pétrole (West Texas)</b>	67,20	-2,2 %	-1,4 %	-6,2 %	-3,1 %
<b>Gaz naturel</b>	3,08	-8,5 %	-14,6 %	-19,1 %	-22,4 %
<b>Or</b>	2 633	-0,4 %	0,0 %	27,6 %	30,0 %
<b>Cuivre</b>	4,20	1,4 %	-8,3 %	6,1 %	9,4 %

### Rendements sectoriels canadiens

	Semaine	DDA
<b>Énergie</b>	-1,7 %	21,4 %
<b>Matériaux</b>	-0,1 %	26,2 %
<b>Produits industriels</b>	0,1 %	13,1 %
<b>Consom. disc.</b>	-0,6 %	12,4 %
<b>Tech. info</b>	2,4 %	47,1 %
<b>Soins de santé</b>	-2,2 %	8,2 %
<b>Services financiers</b>	0,5 %	27,9 %
<b>Consom. cour.</b>	1,7 %	20,3 %
<b>Services de comm.</b>	0,9 %	-16,8 %
<b>Services publics</b>	1,0 %	13,6 %
<b>Immobilier</b>	-1,9 %	-2,4 %

Le rapport sur l'emploi au Canada de la semaine dernière fait probablement pencher la balance vers une autre importante baisse de 50 pb par la Banque du Canada (BdC) ce mercredi. Bien que le chiffre global sur l'emploi ait augmenté de 50 500 en novembre — le double des attentes consensuelles — près de 90 % des gains ont été concentrés dans le secteur public, les emplois du secteur privé ayant tiré de l'arrière. Pendant ce temps, le taux de chômage a bondi de 0,3 % à 6,8 %, un nouveau sommet cyclique et le niveau le plus élevé depuis 2017 à l'exception de la période pandémique. L'augmentation a découlé d'une poussée presque record de la main-d'œuvre, reflétant la croissance robuste continue de la population canadienne. L'augmentation de l'apport en travailleurs et l'augmentation du chômage ont de manière notable tiré la croissance du salaire horaire à la baisse à 3,9 % sur 12 mois (depuis 4,9 %). Alors que la décision de la BdC sera probablement serrée, il est peu probable que de récents segments de vigueur économique — comme les gains d'emplois de novembre, une reprise surprise de la consommation du T3 (+3,7 % en donnée annualisée désaisonnalisée, et la nouvelle accélération de l'inflation vers la cible de 2 % de la Banque — fassent en sorte que les représentants abandonnent leur engagement envers une position neutre. La BdC a clairement déplacé ses efforts vers la stimulation de la croissance et le soutien du marché de l'emploi, particulièrement alors que des risques planent à l'horizon avec le mur des renouvellements hypothécaires qui s'approche rapidement et de possibles droits de douane américains à venir. Cette position accommodante contraste fortement avec l'approche plus prudente de la Fed en raison de la résilience continue de l'économie américaine. Cette divergence de politique a entraîné un élargissement des différentiels de taux à leurs niveaux les plus élevés depuis les années 1990, contribuant à une dépréciation d'environ 7 % du huard par rapport au dollar américain depuis le début de l'année. Malgré cela, le gouverneur, M. Macklem, a insisté sur le fait que la BdC n'est pas près de sa limite et qu'elle pourrait accroître cette divergence. **À la lumière de la fragilité économique continue, la tolérance de la BdC quant à un affaiblissement additionnel du \$ CA et le revirement de la Banque vers le soutien de la croissance, une baisse de 50 pb cette semaine semble probable, abaissant les taux de retour à l'extrémité haute de la fourchette neutre de la BdC.**

## Ne peuvent pas s'arrêter, ne s'arrêteront pas

Les actions mondiales ont grimpé à de nouveaux sommets historiques, les gains des grandes sociétés technologiques américaines contrebalançant le recul des actions à petite capitalisation. Les actions canadiennes ont progressé pour une cinquième semaine consécutive alors qu'une chute marquée des taux obligataires, découlant d'une poussée du taux de chômage, assure probablement une baisse de 50 pb par la Banque du Canada cette semaine (voir les commentaires du graphique pour plus de détails). Malgré que l'OPEP+ ait repoussé sa baisse de production pour la troisième réunion d'affilée, les prix du pétrole WTI ont poursuivi leur chute, reculant de 1,2 % et demeurant sous les 70 \$ le baril. Pendant ce temps, le président américain désigné a brandi la menace d'un droit de douane de 100 % pour les pays BRIC s'ils vont de l'avant avec la création d'une nouvelle devise afin de défier le dollar américain, poussant l'indice DXY légèrement à la hausse à 106. Au cours de la fin de semaine, le régime syrien Assad s'est effondré après que les forces d'opposition se soient emparées de principales villes, y compris la capitale, Damascus, mettant fin au règne de 50 ans de la famille.

**Les grandes banques canadiennes ont fait part de bénéfices mitigés pour le T4, dans un contexte économique difficile.** La RBC a surpassé les bénéfices estimatifs en raison d'une poussée découlant de son acquisition de HSBC Canada, alors que la CIBC a fait de même en raison de provisions pour pertes sur crédit (PPC) moins élevées. En revanche, la TD a de manière notable suspendu sa prévision à moyen terme en matière de bénéfices, indiquant qu'il faudra au moins quatre ans afin de régler les enjeux réglementaires liés à l'amende pour blanchiment d'argent de 3 milliards \$. La BMO continue d'éprouver des difficultés avec son expansion américaine, ayant entraîné un bond des PPC. Ensemble, les cinq grandes banques ont constitué un montant additionnel de 1,3 milliard \$ en PPC, haussant le total à 3,3 milliards \$, reflétant des préoccupations quant aux incertitudes économiques continues à l'aube de 2025. Alors que des taux moins élevés devraient contribuer à stabiliser l'économie, ils auront probablement un effet négatif sur les marges d'intérêt nettes. **Dans l'ensemble, les investisseurs devraient s'attendre à une croissance modeste des bénéfices de ce secteur l'an prochain.**

**Le rapport de novembre sur les emplois aux É.-U. de novembre a été contrasté, faisant en sorte que la décision de décembre de la Fed au sujet des taux sera tributaire du rapport de cette semaine sur l'IPC.** La donnée globale sur les emplois a affiché un rebond solide (+227 000), mais a en grande partie décollé de la fin de la grève chez Boeing et des perturbations météorologiques en octobre. De manière encourageante, les détails du rapport ont indiqué une révision à la hausse des emplois des deux mois précédents de 56 000, alors que les emplois du secteur privé ont affiché une bonne reprise (+194 000). Toutefois, le rapport institutionnel a grandement différé du sondage auprès des ménages, ayant fait part d'une baisse marquée de 355 000 emplois. En raison d'un recul du taux de participation de la main-d'œuvre, le taux de chômage a légèrement augmenté à 4,2 % depuis 4,1 %. **Dans l'ensemble, en**

## Revue hebdomadaire

- Au Canada, la productivité de la main-d'œuvre (au T3) a reculé de 0,4 % sur trois mois en termes désaisonnalisés (contre des attentes de -0,3 %), par suite de la baisse du mois précédent de 0,1 %.
- Au Canada, les emplois (en nov.) ont augmenté de 50 500 (contre des attentes de 25 000), à la suite du gain de 14 500 du mois précédent. Jumelé à une amélioration du taux de participation de la main-d'œuvre à 65,1 %, le taux de chômage a augmenté de trois points à 6,8 %. Le salaire horaire des employés permanents a fortement ralenti à 3,9 % sur 12 mois depuis 4,9 % pour le mois précédent.
- Le déficit commercial des marchandises du Canada (en oct.) s'est resserré à 0,92 milliard \$ (contre des attentes de 1,05 milliard \$), depuis un déficit de 1,3 milliard \$ le mois précédent. Les exportations ont augmenté de 1,1 % sur un mois (-2,6 % sur 12 mois), alors que les importations ont moins fortement progressé de 0,5 % sur un mois (2,6 % sur 12 mois).
- Aux É.-U., les emplois non agricoles (en nov.) ont augmenté de 227 000 (contre des attentes de 220 000). Les données des deux mois précédents ont été révisées à la hausse de 56 000. Le taux de participation de la main-d'œuvre a légèrement reculé à 62,5 % depuis 62,6 %. Parallèlement à une chute des emplois de 355 000 selon un sondage auprès des ménages, le taux de chômage a augmenté à 4,2 % depuis 4,1 %. Le salaire horaire moyen est demeuré élevé, augmentant de 0,4 % sur un mois, rehaussant le rythme annuel à 4,2 % sur 12 mois.
- Les offres d'emploi selon les données JOLTS aux É.-U. (en oct.) ont augmenté à 7,74 millions (contre des attentes de 7,52 millions), en hausse depuis une donnée révisée à la baisse de 7,37 millions pour le mois précédent.
- Aux É.-U., l'indice PMI ISM du secteur manufacturier (en nov.) a augmenté à 48,4 (contre des attentes de 47,5), en hausse depuis 46,5 pour le mois précédent. Aux É.-U., l'indice ISM des services s'est dégradé à 62,1 (contre des attentes de 55,7), en baisse depuis 56,0 pour le mois précédent.
- Dans la zone euro, les ventes au détail (en oct.) ont chuté de 0,5 % sur un mois (contre des attentes de 0,3 %), après la progression de 0,5 % du mois précédent. Les ventes sont en hausse de 1,9 % sur 12 mois par rapport à l'année passée.
- L'OPEP+ a accepté de reporter de trois mois les hausses de la production initialement prévues pour le début de janvier, le troisième report consécutif.
- La Banque de réserve de l'Inde a maintenu son taux de rachat à 6,5 %, mais a abaissé son ratio de réserves de liquidités de 50 pb à 4 %.
- Le président de la Fed, M. Powell, a indiqué que les représentants peuvent se permettre d'être patients en matière de baisses de taux puisque l'économie américaine se porte bien.

**l'absence d'une surprise à la hausse significative dans le rapport de cette semaine sur l'IPC, il est probable que la Fed demeurera sur la voie de procéder à une autre baisse de 25 pb la semaine prochaine.** Toutefois, l'orientation indiquera probablement une voie plus progressive en 2025 à la lumière des récentes données, ayant souligné la résilience continue de l'économie américaine et une reprise de l'inflation. Par conséquent, nous nous attendons à ce que la Fed révise à la hausse ses prévisions en termes de taux des fonds fédéraux dans son Sommaire des projections économiques mis à jour.

***Veillez noter que ceci est notre dernière Revue hebdomadaire des marchés de l'année. Merci à tous nos lecteurs pour votre soutien. Nous vous souhaitons de joyeuses Fêtes et vous offrons nos meilleurs vœux pour 2025!***

- Sommaire de l'indice des directeurs des achats (PMI) (en nov., variation depuis la donnée antérieure entre parenthèses) : au Canada, indice S&P du secteur manufacturier de 52,0 (+0,9), indice S&P des services de 51,2 (+0,8), et indice PMI Ivey de 52,3 (+0,3); aux É.-U., indice ISM du secteur manufacturier de 48,4 (+1,9), et indice ISM des services de 52,1 (-3,9); et en Chine, indice Caixin du secteur manufacturier de 51,5 (+1,2), et indice Caixin des services de 51,5 (-0,5).

### À surveiller cette semaine

- Rapport sur l'IPC aux É.-U.
- Annonce sur la politique monétaire de la BdC
- Bilan national et comptes des flux financiers du Canada
- Annonces sur la politique monétaire de la BCE, de l'Australie et du Brésil
- Données sur l'inflation, le financement global en yuan et le commerce en Chine
- Données sur la production industrielle de la zone euro
- Données sur le PIB, la production industrielle et le commerce au R.-U.

Les placements dans les fonds communs et les FNB peuvent donner lieu à des commissions de vente et de suivi, ainsi qu'à frais de gestion et autres. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. Le rendement de l'indice ne tient pas compte de l'incidence des frais, commissions et charges payables par les investisseurs et investisseuses dans des produits de placement qui cherchent à reproduire un indice. Ce document renferme des renseignements prospectifs fondés sur des prévisions d'événements futurs au 6 décembre 2024. Placements Mackenzie ne mettra pas nécessairement à jour ces renseignements en fonction de changements parvenus après cette date. Les énoncés prospectifs ne garantissent en rien les rendements futurs, et les risques et incertitudes peuvent souvent amener les résultats réels à différer de manière importante des renseignements prospectifs ou des attentes. Parmi ces risques, notons, entre autres, des changements ou la volatilité dans les conditions économiques et politiques, les marchés des valeurs mobilières, les taux d'intérêt et de change, la concurrence, les marchés boursiers, la technologie, la loi ou lorsque des événements catastrophiques surviennent. Ne vous fiez pas indûment aux renseignements prospectifs. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de sociétés ne constitue pas une promotion ou une recommandation d'achat ou de vente d'un titre quelconque. Le contenu de ce commentaire (y compris les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les références à des produits ou titres) ne doit pas être pris ni être interprété comme un conseil en matière de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, ou une promotion, recommandation ou commandite de toute entité ou de tout titre cité. Bien que nous nous efforcions d'assurer son exactitude et son intégralité, nous ne sommes aucunement responsables de son utilisation.